



Budget de l'éducation nationale :

Ambition ou austérité, il faut choisir !

Communiqué du réseau école du PCF, 26 octobre 2012.

Comme toute la loi de finance, le budget de l'Éducation Nationale est marqué par la mise en œuvre de l'austérité telle qu'elle est inscrite dans le traité budgétaire européen. On voit mal comment les quelques mesures positives annoncées, comme le « plus de maîtres que de classes », pourront être financées et mises en œuvre afin de donner à chaque enfant, plus de classe, mieux d'école. Va-t-on vers des redéploiements dépouillant le second degré pour alimenter la priorité au primaire ?

Plus que jamais en période de crise, l'État doit dépenser pour la formation au service d'un emploi de qualité, de citoyens cultivés, d'hommes et de femmes émancipés. Dépenser pour l'éducation, c'est investir dans l'avenir ! La gauche doit renouer avec l'idée d'une grande ambition pour l'école. Nous réaffirmons pour notre part l'ambition d'ouvrir dans notre pays une nouvelle phase de démocratisation scolaire.

La nécessaire transformation de l'école, la construction d'une école faite pour celles et ceux qui n'ont que l'école pour apprendre, ne pourra se faire à moyens constants. Tout comme pour l'accès à la santé, au logement, aux transports, répondre aux besoins de la population, aux enjeux de notre société nécessite un autre budget que celui présenté à l'assemblée. Nous ne voulons pas d'une « priorité à l'éducation » construite au prix de la casse des autres services publics. La société a besoin d'une expansion concertée de tous les services publics.

Enfin, aucun changement ne se fera pas sans l'ensemble des personnels de l'éducation et sans attirer un grand nombre d'étudiants vers ces métiers pour assurer le renouvellement des départs en retraite. Cela suppose de reconnaître la valeur de ces métiers, avec des salaires à la hauteur des qualifications, mais aussi en assurant une formation et des conditions de travail améliorées. Après le changement de gouvernement, les personnels de l'éducation attendent un changement de politique. Attentifs aux « pigeons » du patronat, le gouvernement devrait entendre leur appel : on n'est pas des dindons !